

11 janvier 2015, Place de la République à Paris : « Marche républicaine » en hommage aux 17 victimes des attentats des 7,8 et 9 janvier 2015.

Réflexion collective

# Agir après le 11 janvier



© AFP - BERTRAND GUAY

Fédérées au sein d'Idée93, les vingt-huit associations intervenant dans le champ de la protection de l'enfance en Seine-Saint-Denis, ont demandé au conseil général et au préfet d'organiser des *Etats généraux de l'après 11 janvier*

démarches communautaires dans les quartiers. » Enfin, Idée93 veut réfléchir à la façon dont les associations traitent la question de la laïcité.

## Appel aux élus

Le 28 janvier, l'association a écrit au président du conseil général et au préfet pour leur proposer de réfléchir à un travail collectif et approfondi. Le premier, Stéphane Troussel, a invité une délégation et exprimé sa volonté de mener une politique départementale en direction de la jeunesse aussi ambitieuse que celle pour la petite enfance. La délégation, pour sa part, a soulevé le problème des cloisonnements des politiques publiques, de la superposition des dispositifs et de l'absence de travaux transversaux entre l'Etat et le conseil général et entre les directions départementales. Elle a également insisté sur la nécessité d'impliquer les habitants et toute la société civile pour inverser le mouvement actuel descendant de ces politiques. En 2013, elle avait d'ailleurs signé une charte de partenariat pour signifier la volonté des associations de ne pas être de « simples prestataires de services », mais de réels partenaires. Elle a demandé au conseil général d'assurer son rôle de pilotage de l'animation territoriale et de soutenir la vie associative. Elle a « souhaité avec force que le 93 redevienne un territoire d'expérimentations éducatives et sociales. » Face à la perte des valeurs républicaines et à la radicalisation, elle a réclamé une présence plus importante d'adultes et notamment d'éducateurs dans les quartiers. Le vice-président du conseil général (non réélu aux élections départementales) avait également reçu l'ensemble des représentants des associations. En revanche, le préfet a adressé une « réponse laconique » à Idée93, estimant vraisemblablement suffisant que les représentants du conseil général la rejoive. « C'est comme si l'Etat ne se sentait pas concerné, ce qui nous a énormément choqués, pointe Mireille Verdier. Nous militons pour que les services de l'Etat et ceux du conseil général travaillent mieux ensemble. »

Katia Rouff-Fiorenzi

Contact : idee93@free.fr

**A**près l'émotion et l'indignation soulevées par les assassinats à *Charlie Hebdo* et à l'Hyper Cacher, suivis de l'impressionnante mobilisation citoyenne, l'Inter association départementale pour l'éducation et l'enfance 93 (Idée93) (1) s'est interrogée : comment agir ? « *Le fait que certains jeunes ne se soient pas sentis concernés par cet élan national ne nous a pas étonnés. Nous avons déjà interpellé et mis en garde les responsables politiques des conséquences de la montée incessante des inégalités humaines et territoriales engendrant intolérance, discrimination, racisme et abandon des valeurs qui sous-tendent les politiques publiques* », évoque Mireille Verdier, la présidente.

## Briser les ghettos

L'association a choisi de formaliser un certain nombre de propositions. Avant tout, elle juge indispensable de repenser notre modèle républicain par des politiques publiques partagées entre les différentes institutions. Elle appelle à multiplier les lieux de débats qui associent réellement les habitants, demande aux pouvoirs publics d'agir sur les mécanismes économiques qui produisent les inégalités et de donner des moyens conséquents et adaptés aux quartiers les plus défavorisés. Elle réclame une véritable politique transversale envers les jeunes – les plus touchés – définie avec des priorités au niveau national, déclinées localement. Elle réfléchit aussi à son fonctionnement : « *À travers l'analyse de nos pratiques, nous cherchons de nouvelles formes d'actions plus transversales, toujours basées sur le dialogue avec les habitants et notamment les jeunes, dans leurs diversités culturelles*, précise Mireille Verdier. *Pour cela nous soutenons nos professionnels par des formations et nous souhaitons développer des*

**Idée93 souhaite que le département de Seine-Saint-Denis « redevienne un territoire d'expérimentations éducatives et sociales »**

(1) Stéphane Roussel a invité la délégation à une réunion de travail avec son conseiller. Idée93 s'attache maintenant à rencontrer le nouveau vice-président du conseil départemental (PS).